

Les établissements forment à la gestion de crise

M. Na.

Ils sont encore étudiants en architecture et ont déjà fait l'expérience du dérèglement climatique. *« A Venise, lors de mon Erasmus, j'avais les pieds dans l'eau tous les jours pour aller en cours au mois d'octobre »*, retrace Juliette Douillet, 22 ans. Son camarade Paul Facundo, 23 ans, raconte avoir passé une année en Guyane dans le cadre du projet de développement de Kourou, quatrième ville la plus peuplée du département : *« Le territoire est exposé à différents risques d'inondation, je souhaiterais contribuer à apporter des réponses. »* A ses côtés, Mia Célestin, 30 ans, a vécu le tremblement de terre d'Haïti en 2010 : *« C'est ce qui m'a poussée à faire des études d'architecture. Sauf que la question des risques n'était pas vraiment abordée en formation initiale. Voilà pourquoi je suis ici aujourd'hui. »*

Ici, c'est le diplôme de spécialisation et d'approfondissement (DSA) Architecture et risques majeurs de l'Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) Paris-Belleville. Le diplôme de troisième cycle unique forme à la prévention, à la gestion de crise, à la reconstruction et au développement. La formation se déroule en quatre semestres, composés de cours, d'ateliers de projets et de construction, ainsi que d'un voyage d'études. Fin octobre, une partie des étudiants du DSA se rendaient à Apice, commune italienne près de Naples, dont le centre-ville a été abandonné à la suite du tremblement de terre de 1980. *« Ils travaillent sur la réhabilitation d'un palais dans cette ville fantôme »*, explique Dominique Lerche, enseignant à l'ENSA Paris-Belleville.

Directeur pédagogique du DSA, Cyrille Hanappe revient tout juste de Saint-Louis, au Sénégal. Pendant dix jours, ses étudiants ont travaillé sur Guinaw Rail. *« Ce quartier est progressivement envahi par les eaux, la nappe phréatique monte inexorablement, explique-t-il. Les nouvelles maisons sont construites avec des planchers toujours plus hauts, les anciennes sont engagées dans des travaux désespérés de gestion des eaux. »*

« Toutes les écoles s'y mettent »

Les études de DSA sont accessibles aux titulaires du diplôme d'architecte, mais également aux diplômés d'un master d'une autre filière, notamment d'ingénieur, de paysagiste ou d'urbaniste. *« Les jeunes qui choisissent ce parcours ont une sensibilité écologique, ils ont souvent une certaine culture du risque car ils ont vécu des choses... ou tout simplement ils ont déjà abordé la question des risques en option en master »*, précise Elodie Pierre.

Responsable du deuxième semestre « Eau et territoire » du DSA, Elodie Pierre anime également, depuis six ans, un studio de projet Territoires à risques en master 1 et 2. *« Le DSA a été créé en 2006. A l'époque, on appréhendait le risque comme quelque chose qui nous tombait sur la figure, on s'intéressait essentiellement à ses conséquences. Aujourd'hui, cet enseignement est très lié à la question du dérèglement climatique. Surtout, il ne s'agit plus d'une simple spécialité, on essaie de sensibiliser les architectes à cette question tout au long de leur formation. La réalité nous a rattrapés. »*

« Il faut penser l'architecture autrement quand les cyclones, les inondations, les mouvements de terrain se multiplient. Toutes les écoles s'y mettent » , poursuit Cyrille Hanappe. Dans le cadre de son studio de projet Territoires à risques en master 1 et 2, Elodie Pierre questionne, avec une vingtaine d'étudiants, la forme urbaine et l'architecture en zone inondable.

Originnaire de Dunkerque (Nord), Juliette Lamorille, étudiante de 21 ans, évoque la crise migratoire qui l'a particulièrement marquée en raison de sa proximité avec les campements de Grande-Synthe. *« Ici, on s'intéresse au territoire sous différentes facettes. Le mouvement ENSA en lutte* [manifestation d'une ampleur rare, qui a rassemblé étudiants, enseignants et personnels administratifs de toutes les écoles d'architecture] *a porté ses fruits »* , estime sa camarade Jeanne Plichon, 21 ans. Mais il reste encore du chemin à parcourir. Le studio Territoires à risques est un choix qui ne concerne qu'une vingtaine d'étudiants sur l'année, souligne Elodie Pierre.